



Délégation régionale Paris-IDF Centre-Est

U1050 – Centre interdisciplinaire de Recherche en Biologie

MARCHE MIXTE

Fournitures courantes et services

**Prestations de coordination et de gestion des animaleries du Centre
Interdisciplinaire de Recherche en Biologie**

Appel d'offre ouvert

Table des matières

ARTICLE 1- OBJET, DUREE, FORME, MONTANT ET MONNAIE DU MARCHE	4
1.1 Objet	4
1.2 Pouvoir adjudicateur	4
1.3 Durée	4
1.4 Forme.....	4
1.5 Monnaie	5
ARTICLE 2 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES.....	5
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE 5 - LIEU D’EXECUTION	6
ARTICLE 6 - DEFINITION DES BESOINS	6
ARTICLE 7 - LOCAUX - ENVIRONNEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.....	6
7.1 Description des locaux.....	6
7.2 Système d’information.....	7
ARTICLE 8 - PRESTATIONS – NATURE.....	8
8.1 Opérations de management, de support et d'accompagnement pour la réalisation des prestations.....	8
8.2 Opérations pour la prestation de service de zootechnie, de logistique et la gestion de la prophylaxie hygiénique des espaces et matériels communs.....	9
8.3 Gestion des opérations de laverie et prestations annexes	12
8.4 Astreintes.....	13
8.5 Audits	14
8.6 Autres prestations au besoin.....	14
ARTICLE 9 - REGLES RELATIVES AU PERSONNEL MIS A DISPOSITION DANS LE CADRE DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS DU MARCHE.....	14
9.1 Profil des personnels du Titulaire pour la réalisation de la prestation	14
9.2 Prérogatives et obligations générales du Titulaire à l’égard de ses personnels	17
9.3 Remplacement des personnels	18
9.4 Effectif	18
9.5 Respect des dispositions légales et réglementaires	19
9.6 Sous-traitance.....	19
9.7 Respect des dispositions du code du travail	19
ARTICLE 10 - HYGIENE ET SECURITE	19
10.1 Organigramme.....	19
10.2 Plan de prévention	19
10.3 Sécurité.....	19
ARTICLE 11 - AVANCE	20
ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE	20
ARTICLE 13 – REPARATION DES DOMMAGES	22
ARTICLE 14 – PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT.....	22

ARTICLE 15 – PRIX	22
15.1 Fixation du prix	22
15.2 Evolution du prix	23
15.3 Taxes	23
ARTICLE 16 - CONDITIONS D'EXECUTION	23
ARTICLE 17 - PENALITES.....	23
ARTICLE 18 - MODALITES DE PAIEMENT	23
ARTICLE 19 - RESPONSABILITE CIVILE	24
ARTICLE 20 - DIFFERENDS – LITIGES	25
ARTICLE 21 - RESILIATION	25
ARTICLE 22 - DEROGATIONS.....	25

ARTICLE 1- OBJET, DUREE, FORME, MONTANT ET MONNAIE DU MARCHE

1.1 Objet

Le présent cahier des charges a pour objet la réalisation de services liés à la plateforme Animaleries du Centre Interdisciplinaire de Recherche en Biologie, (CIRB, Unité mixte de l'Inserm, du CNRS et du Collège de France), située dans les locaux du Collège de France à Paris, 75005.
Ces services concernent la réalisation d'opérations de Gestion Humaine, Technique et d'Exploitation des animaleries du CIRB.

1.2 Pouvoir adjudicateur

Conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique, un groupement de commande est constitué dans le cadre du présent marché.

Le marché est passé par l'INSERM, agissant en tant que coordonnateur du groupement, pour son propre compte et pour le compte du Collège de France, second membre du groupement.

1.3 Durée

Le présent marché prend effet à compter de la date définie dans le courrier de notification pour une durée de douze (12) mois, renouvelable par tacite reconduction à sa date d'anniversaire par période de douze (12) mois, sans que la durée totale d'exécution ne dépasse quatre (4) ans.

La notification du marché consiste en la transmission au Titulaire, par le pouvoir adjudicateur, d'une copie du marché signé.

Toutefois, avant la fin de la durée de validité du marché, le pouvoir adjudicateur a la possibilité de mettre fin à ce dernier, en notifiant deux (2) mois avant la date anniversaire du marché sa décision de non-reconduction au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

La décision de reconduction ou de non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

1.4 Forme

Le présent marché est un marché mixte avec une part forfaitaire ainsi qu'une part unitaire.

Les prix du présent marché sont composites et se décomposent comme suit :

PART FORFAITAIRE
Prestations de management, de support et d'accompagnement pour la réalisation des prestations.

PART UNITAIRE
Prestations de zootechnie réalisées par des personnels soignants comprenant les astreintes
Prestations de laveries et des prestations annexes réalisées par des agents de laverie comprenant les astreintes
Prestations de vétérinaire référent
Réalisation d'un accouplement contrôlé/injection et prélèvement

Conformément à l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, le marché est conclu avec **un maximum, reconductions éventuelles comprises, de 4 309 000€ HT.**

La notification du marché au Titulaire vaut notification du bon de commande pour la prestation forfaitaire.

S'agissant des prestations unitaires, le volume mensuel de cages à maintenir ou à gérer est fixé par émission d'un bon de commande établi pour le mois à venir. Les volumes sont définis selon les fourchettes suivantes :

- 1 - 2499 cages ;
- 2500 - 3499 cages ;
- 3500 - 4500 cages.

1.5 Monnaie

Le présent marché est conclu en Euros.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

Les dispositions de l'article 3 du cahier des clauses administratives générales inhérent aux marchés publics de fournitures courantes et de services (ci-après désigné « CCAG – FCS ») s'appliquent.

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement – ATTRI 1 et son annexe financière prenant la forme d'un bordereau de prix ;
- Le présent document valant cahier des clauses administratives particulières et cahier des clauses techniques particulières, référencé CCP N°INSERM-PA612-2025-01 ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du Titulaire.

Toute clause figurant dans les documents fournis par le Titulaire, y compris les conditions générales de ventes du Titulaire et contraire aux clauses de l'Acte d'Engagement, du présent CCP et du CCAG cités ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article R.2113-3 du Code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement des prestations dans la mesure où l'objet de ce marché porte sur des prestations indissociables.

ARTICLE 5 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations objet du présent marché seront exécutées à l'adresse suivante :

**Unité 1050 - Centre Interdisciplinaire de Recherche en Biologie Collège de
France**

11 place Marcellin Berthelot
75231 Paris Cedex 05

ARTICLE 6 - DEFINITION DES BESOINS

Le Centre Interdisciplinaire de Recherche en Biologie (CIRB) utilise, à des fins scientifiques, divers modèles animaux hébergés dans une installation située sur le site du Collège de France, dédiée à la production, à l'élevage des lignées de modèles animaux, ainsi qu'à l'expérimentation liée aux recherches menées. Afin d'optimiser la production de ces modèles animaux mis à la disposition de ses chercheurs, le CIRB et le Responsable animalerie (RA) souhaite confier au Titulaire la gestion complète des opérations d'élevage, d'hébergement et de maintenance des lignées de souris, autant que de besoin et les prestations de laverie, d'entretien et de gestion de stocks des différentes zones ainsi que des astreintes de la plateforme de l'Animalerie.

ARTICLE 7 - LOCAUX - ENVIRONNEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

7.1 Description des locaux

Le marché concerne l'activité d'une plateforme d'animalerie pluri-espèces. Les secteurs concernés par le présent marché sont les suivantes.

L'ensemble des zones de l'animalerie du CIRB, soit :

- Une zone d'élevage et d'hébergement de souris EOPS, équipée de portoirs ventilés et d'un sas, d'un PSM et de deux hottes de change **Le nombre moyen de cages est de 800, la capacité d'hébergement maximum est de 1782 cages.**
- Une zone d'hébergement de souris à statut sanitaire conventionnel équipées de portoirs ouverts et ventilés et de hottes de change (dont **le nombre moyen de cages est de 1500 et la capacité maximum de 2068 cages** et d'une zone A1 OGM comprenant une pièce d'expérimentation et dont **la capacité maximum est de 252 cages et dont le nombre moyen est 70 cages.**
- Une zone conventionnelle rats comprenant une zone dite A1 OGM rat et une pièce d'expérimentation, dont la capacité moyenne est de 20 animaux et la capacité maximum de 240 animaux)
- Une zone d'hébergement temporaire souris, dont le nombre **moyen de cages est de 20 et la capacité maximum de 224 cages.**

- Deux pièces de laveries, destinées aux opérations de lavage, conditionnement et stérilisation du matériel : laverie EOPS équipée d'une hotte de vidage, d'un autoclave, un sas chimique, une machine à laver les cages et une machine à laver les biberons ; laverie conventionnelle équipée d', une hotte de vidage et d'un autoclave.
- Les locaux de stockage situés respectivement dans les différentes zones

L'accès aux différents locaux de l'animalerie du CIRB obéit à des règles strictes. En particulier, les statuts sanitaires des différentes zones « rongeurs » sont maintenus distincts et se répartissent en cascade, définissant ainsi les conditions d'accès exclusives par zone, consignées dans le règlement intérieur (RI) des animaleries du CIRB. Ce document régit également les conditions d'utilisation des pièces et l'ensemble des dispositions auxquelles devra se conformer le Titulaire.

L'ensemble des locaux et équipements sont en conformité avec les dispositions du Code du travail, du Code de l'environnement et de la réglementation française et européenne sur l'expérimentation animale. Les locaux sont équipés de tous les éléments nécessaires à une bonne exploitation de cette capacité d'hébergement et d'élevage ainsi que du traitement du matériel et du maintien de propreté associé.

Le CIRB doit tenir informé le Titulaire des contraintes particulières éventuelles de son activité en matière d'environnement et de sécurité sur le site du Collège de France, en lui fournissant les réglementations auxquelles est soumise son exploitation dans ce domaine (notamment : règles d'accès et de circulation sur le site, circuit d'élimination des déchets...). Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des règles applicables correspondantes et ce pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le CIRB conserve la capacité de décider des différents locaux (*salles et secteurs accessibles*) confiés à la gestion du Titulaire et de ses agents.

Locaux mis à disposition du titulaire :

Le personnel du titulaire aura accès aux vestiaires et sanitaires ainsi qu'aux zones de repos dédiées aux personnels affectés à l'animalerie et aux équipements fournis par le CIRB qui s'y trouvent (réfrigérateur/congélateur, four à microondes, tables et chaises etc).

7.2 Système d'information

Le Collège de France met à disposition du Titulaire les moyens informatiques nécessaires à la réalisation des prestations. A ce titre, le CIRB fournit des ordinateurs autant que de besoin ; l'accès au réseau interne et aux ressources informatiques strictement nécessaires à l'accomplissement des missions du Titulaire, l'accès au réseau Internet seront fournis par les services du Collège de France (CdF).

Tout le personnel du Titulaire doit se conformer à la charte et au règlement d'utilisation des ressources informatiques, et respecter les clauses de confidentialité et de protection des données portées à leur connaissance.

ARTICLE 8 - PRESTATIONS – NATURE

8.1 Opérations de management, de support et d'accompagnement pour la réalisation des prestations

Informations documentées

Le Titulaire doit exercer son activité en bonne harmonie avec le fonctionnement général du CIRB, le responsable des Animalerie du CIRB (RA-personnel Collège-de-France), de ses équipes de recherche et des équipes extérieures ayant confié leurs animaux au CIRB, le cas échéant. A cet effet, la direction du CIRB désigne le RA comme l'interlocuteurs en charge d'assurer l'interface principale avec le Titulaire pour les prestations en cours de réalisation, d'assurer un suivi fonctionnel quotidien de la réalisation des prestations et vers lesquelles doivent remonter l'ensemble des éléments de nature à être porté à la connaissance du CIRB, en conformité avec le règlement intérieur de l'animalerie.

➤ **Gestion et encadrement des personnels**

Le Titulaire est chargé d'encadrer son personnel affecté à la plateforme d'animalerie. Il organise des réunions de coordination avec l'ensemble des personnels du titulaire de façon régulière. Il définit leurs missions et emplois du temps, en fonction de leurs temps de travail et dans le respect des périodes de congés, Il coordonne le travail d'ensemble dans les différentes zones, en désignant des référents de zone, le cas échéant. Il vérifie l'exécution des tâches et en assure la traçabilité

➤ **Gestion et élaboration des procédures**

Le personnel du titulaire doit mettre en œuvre et suivre l'ensemble des procédures permettant, d'une part, de respecter la réglementation en vigueur (directives européennes et françaises) et d'autre part, de répondre aux besoins des équipes utilisatrices.

L'ensemble des procédures sont consignées dans le Règlement Intérieur des animaleries. Des audits de procédures peuvent être menés par des personnes mandatées par le RA et le CIRB afin de vérifier la mise en application de celles-ci.

➤ **Registre –Traçabilité**

Le personnel du titulaire doit suivre et enregistrer toute anomalie rencontrée pouvant interférer avec les projets développés par les équipes du CIRB, en conformité et en suivant les règles définies dans le RI.

Pour l'ensemble de ses missions, le personnel du titulaire doit se référer et rendre compte quotidiennement au RA.

Environnement, équipements, matériel

➤ **Gestion des espaces**

Le personnel du titulaire doit s'assurer que les zones d'hébergements des animaux, de laverie et les zones de stock placées sous sa responsabilité font l'objet d'un entretien régulier, suivant les protocoles de nettoyage et désinfection en vigueur.

➤ Gestion des équipements

L'ensemble des matériels de l'animalerie mis à disposition du Titulaire est constitué de matériels opérationnels et sous contrat de maintenance avec visite régulière. L'ensemble de ces matériels est géré par le RA et le service logistique du CIRB. Le personnel du titulaire doit assurer l'entretien régulier ou de niveau I des matériels installés en zone d'hébergement/expérimentation et laveries dont il a la charge. Par niveau I, sont entendus l'intervention dans les cas simples et/ou habituels de dysfonctionnements ou de pannes ainsi que tous les entretiens internes programmés de nettoyage, de contrôle suivant les plannings et procédures établis pour ces matériels. La réalisation du calendrier et la mise en place d'un registre de suivi est à la charge du titulaire.

Lors de la mise en place de la prestation, une formation spécifique, effectuée par le RA, est proposée au Titulaire concernant le matériel/équipement des laveries. Le Titulaire s'engage ensuite à diffuser ces informations acquises à l'ensemble de ses personnels affectés sur ce poste.

Pour l'ensemble de ces missions, le personnel du titulaire informera le RA des problématiques en cours de façon quotidienne.

➤ Gestion du matériel

Le personnel du titulaire doit gérer la réception, le conditionnement et le flux de matériel nécessaire au bon fonctionnement de la plateforme selon les procédures et l'exigence sanitaire du CIRB, en concertation avec les services du Collège-De-France concernés, le cas échéant et le RA.

8.2 Opérations pour la prestation de service de zootechnie, de logistique et la gestion de la prophylaxie hygiénique des espaces et matériels communs

Les tâches assumées par les personnels zootechniciens sont celles relatives aux opérations courantes du CIRB et en vigueur en matière de gestion des animaux destinés à la recherche. Ces opérations sont définies comme suit et sans s'y limiter :

➤ Soins aux animaux

- Gestion des stocks d'animaux et réception des arrivages (incluant l'accueil des livraisons, le contrôle des animaux à l'arrivée, l'enregistrement des entrées-sorties via le logiciel de gestion Anibio) et l'installation des animaux dans les locaux prévus selon la répartition indiquée dans le RI et conformément aux procédures.
- Soins aux animaux incluant le change à la main sous hotte les manipulations habituelles des animaux non liées aux phases d'expérimentation (préhension, contention, mise à jeun, injection de médicaments, apport de molécules dans la nourriture ou l'eau des biberons en cas de nécessité pour la survie de certains animaux génétiquement modifiés, euthanasie en cas d'atteinte de point limite), le prélèvement d'échantillons pour contrôles sanitaires, l'apport de systèmes d'enrichissement et le contrôle quotidien de la disponibilité en eau et nourriture. Lors du change, le personnel du titulaire devra changer de gants entre chaque portoir. En Eops, un spray désinfectant est à appliquer sur les gants et sur le fond de hotte entre chaque cage.
- Gestion et élevage de lignées : accouplement, sevrage (21 jours min, selon la lignée, ne pas dépasser 25J), sexage, marquage, prélèvement pour génotypage, euthanasie et pesées.
- Transfert d'animaux : mise en boîtes et étiquetage de celles-ci pour l'envoi d'animaux à l'extérieur selon les instructions du responsable et transferts des animaux hors de la zone

d'élevage vers les zones d'expérimentation), selon les commandes des utilisateurs communiquées *via* Anibio.

- Conseiller les utilisateurs sur leur gestion d'élevage
- Relever des animaux décédés et transmission aux chercheurs concernés, selon protocole en vigueur

Renseignement quotidien de la base de données sur le logiciel Anibio pour chacune de ces étapes

- Assistance si besoins des utilisateurs au cours des expérimentations (en zone conventionnelle) : pesées, injections, Anibio

Liste des demandes de service avec estimation du nombre et délai de réalisation

	Nombre de service par mois en moyenne	Nombre de demandes de service par semaine	Délai de réalisation
Mise en accouplement	50		48H
Sorties	10		48H
Sevrage + marquage	5		48H
Euthanasie	100	≤3 demandes	48H
		≤5 demandes	72H
		≤10 demandes	5 jours ouvrés
Génotypage et/ou re-génotypage	10		48H
Transferts entre les zones	20		48H
Transferts entre Demande d'autorisation de projet	5		5 jours ouvrés
Mise à jour anibio	5		Tous les jours pour les naissances et une fois par semaine pour les sorties ou animal DCD
Arrêt accouplement+ remise en stock ou euthanasie des reproducteurs	30		72H

➤ **Gestion du suivi des animaux :**

- Vérification de l'enregistrement (suivi journalier du nombre de cages) et identification des cages d'animaux avec des étiquettes prévues à cet effet, placées sur chaque cage et transmission mensuelle du suivi du nombre de cages.
- Collecte et saisie des données d'élevage journalière (saisie informatique utilisant le logiciel de gestion des lignées Anibio).
- Participation à l'observation des animaux, enregistrement des anomalies et des mesures correctives mise en œuvre sur le registre réglementaire dématérialisé (logiciel Anibio) suivant les modalités définies par le CIRB.
- Transmission des anomalies aux chercheurs

➤ **Suivi clinique et collecte des échantillons :**

- Observations cliniques au moins une fois par semaine et selon les procédures en vigueur mise en place par le CIRB et indiquées par le vétérinaire référent.
- Observations particulières éventuelles d'animaux sur des lignées à phénotypes spontanée.

➤ **Contrôles sanitaires :**

- Organisation de la préparation des animaux sentinelles ou des échantillons provenant d'animaux (écouvillons pelage, zone péri-anale, prélèvement de selles, écouvillon buccal) dans le but de les expédier pour des contrôles sanitaires de routine, selon le calendrier prévu, ou supplémentaires en cas de suspicion de contamination. Ceux-ci seront exécutés à la charge du CIRB et par un Titulaire choisi par le CIRB, sur proposition du RA.
- La mise en place et la gestion des sentinelles sur chaque portoir est à réaliser par le titulaire selon le protocole établi par le RA.

➤ **Gestion des consommables et des déchets :**

- Approvisionnement en consommables (aliments, litières, enrichissements, stylos, étiquettes, combinaisons, produits de désinfection...). Ceux-ci sont à la charge financière du CIRB, l'approvisionnement est effectué auprès des fournisseurs de ce dernier. La livraison est à la charge du titulaire. Les commandes sont faites par le RA.
-
- Réception des livraisons et gestion des stocks de matériel et consommables avec information au pouvoir adjudicateur pour commande et services faits. Transmission des bons de livraison au RA dès réception.
- Stockage des déchets résultant de l'activité (animaux morts, consommables à éliminer...), placés dans les récipients consacrés à cet usage en fonction du type de déchets (DASRI/DIB) et fournis par le CIRB.
- Gestion des consommables dans les vestiaires et sas (désinfectant, combinaison, charlotte, masque, sur chaussures, gants...), des stocks des petits équipements (hotte/module de ventilation).
- Réception et rangement des petits équipements et consommables.
- Préparation des cages en A1-OGM souris avec mise à disposition pour les chercheurs du matériel d'hébergement nécessaire au bon fonctionnement de la zone

➤ **Gestion et prophylaxie hygiénique :**

- Maintien et veille de l'état de propreté général des espaces confiés.
- Maintien de la quarantaine entre les zones
- Maintenance de base et maintien de l'état de propreté du matériel disponible dans les espaces (hotte de change, PSM, IVC...) en application des procédures approuvées par la direction du

CIRB.

➤ **Tâches relevant des prestations de zootechnie dans les autres zones (temporaire souris et rats) :**

- **Zone d'hébergement temporaire souris**

La zone d'hébergement temporaire souris a une capacité d'hébergement de 224 cages. Les souris sont hébergées en portoirs ventilés innovants, dans des cages jetables.

Cette zone comprend :

- un sas d'entrée/sortie des utilisateurs,
- un sas d'entrée/sortie des animaux, matériels, déchets et cadavres,
- deux pièces d'expérimentation,
- une pièce d'hébergement,

Liste des tâches à accomplir :

- Réapprovisionnement en EPI, litière, aliment, matériel innovant et consommables
- Nettoyage tous les vendredis de la zone, sortie des poubelles
- Transmission des anomalies aux chercheurs
- Passage dans la zone obligatoire deux fois par semaine les mercredi et vendredi (vérification des cages, du remplissage des poubelles et de l'état des stocks)
- Réception des livraisons et gestion des stocks de matériel et consommables avec information au pouvoir adjudicateur pour commande et services faits. Transmission des bons de livraison au RA dès réception.

- **Zone rats**

Cette zone peut héberger 240 animaux au maximum. Elle comprend :

- Un sas d'entrée/sortie des utilisateurs et animaux,
- Une laverie,
- Une pièce d'hébergement,
- Une zone A1 OGM avec un sas, une salle de stabulation en cages ventilées, et une salle d'expérimentation.

Dans cette zone, aucune mission n'est à la charge du Titulaire à l'exception de l'astreinte.

8.3 Gestion des opérations de laverie et prestations annexes

La prestation de laverie permet d'assurer et de contrôler le lavage, l'entretien, la stérilisation, la désinfection, la préparation du matériel utilisé en animalerie ainsi que la maintenance de l'environnement propre pour ces activités.

Au titre des opérations de gestion courante pour la prestation de service de laverie, les opérations sont les suivantes :

- Préparation et décontamination des consommables et des produits par les moyens adéquats avant introduction dans la zone d'élevage.
- Evacuation des matériels sales à reconditionner en laverie par des chariots dédiés.
- Vidage des litières et biberons, le nettoyage des cages et biberons, le reconditionnement et la stérilisation des matériels nécessaires à l'hébergement des animaux (Autoclavage systématique en EOPS, 1 fois par mois en conventionnelle)

- Remplissage des cages en litière et enrichissements et remplissage des biberons en eau.
- Réception et déconditionnement éventuel de l'alimentation de rongeurs (paquet de croquettes irradiées).
- Nettoyage de routine quotidien des différents locaux (salles de stockage, laverie, parties communes) et du matériel de laverie.
- Nettoyage approfondi hebdomadaire des différents locaux et du matériel de laverie (salles de stockage, laverie, couloirs, SAS d'entrée,), et du matériel de laverie, incluant le nettoyage/remplacement des filtres des machines.
- Nettoyage du filtre des machines à laver tous les jours en fin de journée. Passage du jet dans celle-ci tous les vendredis.
- Réception des livraisons et gestion des stocks de matériel et consommables avec information au pouvoir adjudicateur pour commande et services faits. Transmission des bons de livraison au RA
- Ramassage et évacuation des déchets résultants de l'activité de l'animalerie (litière sale, consommables à éliminer, etc.) dans les récipients consacrés à cet usage.
- Utilisation des produits de lavage, rinçage et décontamination dictée par la connaissance des fiches de sécurité et la bonne utilisation de ces divers produits.
- Nettoyage et décontamination de l'ensemble des portoirs d'hébergement 1 fois par an, le titulaire proposera un planning de roulement et actualisera ce dernier
- Nettoyage et changement des filtres des portoirs suivant le temps de mise en fonction (365H), nettoyage des filtres de hottes et hottes de vidage 1 fois par semaine. Remplacement de ces derniers si besoin, au minimum 1 fois par trimestre. Proposition au RA d'un tableau de suivi.

8.4 Astreintes

Lors des jours non ouvrés et conformément à la réglementation en matière d'expérimentation animale, une visite quotidienne doit être assurée par le Titulaire dans chacune des zones de l'animalerie.

Le Titulaire assure, en partie, les permanences légales des week-ends et jours fériés ayant fait l'objet d'une planification établie par le Titulaire et comportant la vérification de la présence en quantité suffisante des aliments et de la boisson pour les animaux, le contrôle des paramètres d'ambiance des salles, les éventuels décès, les éventuels soins ainsi que l'éventuelle euthanasie d'animaux ayant atteint un point limite, en respectant les règles d'accès en cascade entre les zones et en conformité avec le RI du CIRB

Ainsi, et pour exemple, au cours des week-ends, deux personnes distinctes devront assurer les visites afin de respecter les statuts sanitaires des différentes zones (EOPS, conventionnelle, ZHTS, rats). Lors des week-ends allongés (week-end suivant ou précédant un jour férié) le Titulaire fournira un nombre de personnel suffisant pour effectuer l'astreinte tout en respectant les statuts sanitaires des différentes zones.

Cette visite doit être assurée par du personnel disposant des mêmes qualifications que décrit à l'article

9. Un compte-rendu de chaque visite doit être adressé au titulaire et le Titulaire doit signaler immédiatement au RA toute anomalie de fonctionnement général au sein de l'animalerie et reporter ces anomalies dans un registre qu'il doit tenir à jour et émarger.

Le CIRB s'engage à informer le Titulaire, avec un préavis de huit jours, de toute fermeture exceptionnelle de l'Institut. Lors des périodes de fermeture d'une durée supérieure à deux (2) jours (périodes fériées ou fermetures exceptionnelles), une visite est mise en place, par le Titulaire, le troisième jour, afin de procéder aux vérifications d'usage lors des astreintes (voir ci-dessus).

8.5 Audits

Afin de vérifier que les activités confiées au Titulaire sont conformes aux exigences de ce présent marché, le CIRB se réserve la possibilité de réaliser ou de faire réaliser un audit par un organisme tiers ou par lui-même.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les actions correctives et les corrections nécessaires pour lever les éventuelles non-conformités, ou améliorer ses activités.

8.6 Autres prestations au besoin

Au cours du marché et de façon ponctuelle, les prestations suivantes pourront être déclenchées par engagement d'un bon de commande.

- Prestation d'un vétérinaire référent de remplacement, en raison d'une visite par mois (de chaque zone), avec un compte-rendu écrit envoyé sous 1 semaine après la visite. Ces missions incluent le suivi des statuts sanitaires des différentes zones, tels que définis dans le RI, des autorisations d'importation/exportations d'animaux. Observations particulières éventuelles d'animaux sur des lignées à phénotypes dommageable (max 1 lignée par trimestre).
- Réalisation d'accouplement contrôlé incluant, la mise en accouplement, le relevé du plug, le suivi du poids des femelles.

ARTICLE 9 - REGLES RELATIVES AU PERSONNEL MIS A DISPOSITION DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS DU MARCHE

9.1 Profil des personnels du Titulaire pour la réalisation de la prestation

Le Titulaire s'engage à mobiliser des personnels, parmi ses salariés, disposant des compétences nécessaires et suffisantes pour permettre la réalisation des prestations requises conformément au présent marché.

Les activités réalisées devront permettre l'ensemble des opérations décrites dans le présent cahier des clauses particulières.

Le personnel du Titulaire doit être présenté physiquement au RA et à la direction du CIRB.

Le titulaire mettre en place un planning de réunion avec le RA et les représentants désignés par la direction du CIRB à raison d'une fois par mois.

Missions

- Garantir le bon déroulement de la prestation dans les animaleries
- Participation d'un moins un personnel du titulaire à la SBEA (1H par mois)
- Participation de l'ensemble du personnel du titulaire, hors personnels dédiés à l'astreinte à une session trimestrielle organisée par le CIRB de présentation des projets de l'unité.

Pilotage

- Gérer et réaliser l'ensemble des activités liées à l'élevage et l'entretien des animaux de l'animalerie
- Gérer et réaliser au quotidien l'ensemble des tâches d'entretien des locaux, de l'équipement et du matériel en collaboration avec le responsable d'animalerie.

Activités et Support technique

- Appliquer et respecter le règlement intérieur des animaleries et les procédures en vigueur.
- Mettre en place une communication efficace avec le responsable d'animalerie.
- Gérer l'ensemble du flux des animaux en collaboration avec le responsable d'animalerie.
- Enregistrer les actes et signalements sur formulaires, documents et/ou base de données.
- Signaler tout dysfonctionnement ou incident constaté au responsable d'animalerie.

Compétences et qualifications attendues des personnels de zootechnie :

- Avoir des connaissances élémentaires en zootechnie (préhension, sexage)
- Savoir observer les animaux, détecter la souffrance et les comportements anormaux et transmettre l'information
- Comprendre les notions de stérilité, savoir utiliser une hotte à flux laminaire.
- Connaître la réglementation en hygiène et sécurité et les bonnes pratiques de laboratoire relatives à l'élevage et l'expérimentation animale
- Posséder des notions en informatique (courrier électronique, Excel, ANIBIO)
- Savoir manipuler un animal
- Savoir manipuler stérilement
- Avoir le niveau 2 de Formation à l'expérimentation animale
- Avoir des notions de génétique de la souris
- Savoir communiquer avec le client de façon claire par oral et écrit

Le personnel proposé par le Titulaire doit justifier à son arrivée sur le site d'une qualification applicateur (ex niveau II) et d'une expérience pratique réelle d'un an au moins de la gestion de lignée d'animaux, y compris de lignées de souris complexes et de l'utilisation du logiciel Anibio.

Compétences et qualifications attendues des agents de laverie

- Connaître le fonctionnement du matériel d'une laverie d'animalerie
- Avoir l'habilitation à l'utilisation d'un autoclave
- Savoir utiliser le matériel élémentaire d'une laverie d'animalerie (autoclave, sas chimique, machine à laver...)

- Savoir appliquer les règles d'hygiène et de sécurité relatives aux locaux et à l'évacuation.

Les personnels affectés à la laverie doivent avoir suivi une formation de niveau soigneur (niveau III) ou applicateur (niveau II) ou être inscrit dans une telle formation au moment du démarrage de leur arrivée sur site.

Suivi réglementaire

Le personnel affecté par le titulaire doit :

- Signaler tout dysfonctionnement ou incident constaté au responsable d'animalerie.
- Assurer les astreintes, respecter les procédures et les bonnes pratiques.
- Assurer le suivi de la conformité des registres d'entrées et sorties réglementaires.
- Assurer l'interface avec le vétérinaire référent pour le suivi du statut sanitaire dans les différentes zones et avec la personne responsable du suivi des compétences des personnels et le responsable d'animalerie.
- Respecter les consignes du Règlement intérieur selon les zones en collaboration avec le responsable d'animalerie pour le maintien du statut sanitaire.
- Tous les événements sortant du cadre de fonctionnement normal de l'animalerie doivent être rapportés au responsable d'animalerie.
- Toutes les décisions hors du fonctionnement de base quotidien de l'animalerie, impliquant les utilisateurs, les équipements, le bien-être des animaux, l'état sanitaire, la gestion administrative ou technique ainsi que l'infrastructure de l'animalerie doivent être validées responsable d'animalerie, le Comité de pilotage et le vétérinaire référent de la structure.
- En cas d'absence du responsable d'animalerie, les interlocuteurs auront comme référents, par ordre de priorité, le responsable des plateformes, le Comité de pilotage de l'animalerie et la Direction du CIRB.
- Le personnel du titulaire doit être amène de communiquer correctement avec le client par oral et par écrit.
- Pour toutes communications avec du personnel du CIRB, le RA doit être mis en copie.
- Le Titulaire doit s'engager à fournir au moins une formation annuelle, en relation avec leur domaine d'activité, pour renforcer les connaissances du personnel en exercice et enrichir les validations de formation continue. Le carnet de compétences du personnel est vérifié annuellement par le responsable du suivi des compétences de la plateforme des animaleries du CIRB afin de garantir la conformité envers la législation. Ce dernier est fourni au RA du CIRB à chaque mise en place d'un nouveau personnel ou d'une mise à jour.
- Une check liste de sécurité sera à remplir pour chaque nouveau personnel du titulaire dans la semaine de son arrivée.
- Le personnel du Titulaire doit travailler en étroite collaboration avec le responsable des plateformes, la direction du CIRB, le Comité de pilotage et le vétérinaire référent et sous la supervision du responsable d'animalerie et des utilisateurs pour la gestion quotidienne

- Au moins un personnel du titulaire par zone doit posséder une habilitation autoclave à jour.
- Outre les prestations d'hébergement des animaux, décrites ci-dessus, une mission d'expertise confiée au Titulaire consistant à faire profiter le CIRB des connaissances scientifiques, réglementaires, technologiques relatives à l'expérimentation animale dans ce secteur, à réagir aux modifications de la réglementation, et de fournir en toute occasion nécessaire les conseils au bon fonctionnement ou à l'amélioration du fonctionnement des zones d'animalerie. A cet égard, le Titulaire doit bénéficier d'une réelle expertise dans ce domaine, dont il doit faire bénéficier le client.
- Le Titulaire doit proposer et mettre en œuvre, en coordination et avec l'accord du RA et de la direction du CIRB, des procédures et des moyens humains capables de répondre dans un délai bref (dans les deux jours en cas d'urgence) à toute demande de soin, d'analyse, de diagnostic et autres dispositions permettant de pallier une situation de contamination ou de danger potentiel ou avéré pour la bonne santé des animaux et/ou du personnel.
- Ces stipulations sont applicables tant aux personnels décrits dans l'offre du Titulaire qu'aux personnels assurant des remplacements tels que mentionnés ci-après ou à ceux que le Titulaire serait amené à mobiliser par le biais d'intermédiaires pour la réalisation de ladite activité.

Par ailleurs, le Titulaire certifie qu'il n'a pas organisé un dispositif qui contreviendrait aux dispositions des lois n°2005-843 du 26 juillet 2005 et n°2012-347 du 12 mars 2012, qui aurait pour objectif de contourner les dispositions légales ci-avant mentionnées ou qui pourrait avoir pour effet de remettre en cause la réalité du lien contractuel entre le Titulaire et le personnel mobilisé.

En conséquence, le Titulaire s'engage à ne mobiliser que des personnels remplissant, au cours des six (6) mois précédant la date de début d'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché, les conditions cumulatives suivantes :

- ne pas avoir été salarié de l'Inserm, quels que soient la nature juridique de l'acte d'engagement, l'emploi occupé et son lieu d'exercice ;
- ne pas avoir exercé son activité en qualité de salarié, quel qu'ait été son employeur, au sein de la formation de recherche dans laquelle les prestations trouvent à s'exécuter.

Pour chacun de ses personnels, initiaux ou remplaçants, et préalablement à leur mobilisation pour réaliser la prestation, le Titulaire apporte à l'Inserm et au RA de l'unité, la preuve par tout moyen (éléments du dossier déposé dans le cadre de la procédure, CV des personnes proposées, attestation...) que ces conditions sont satisfaites. A défaut, il s'expose à la résiliation par l'Inserm du présent marché dans les conditions prévues à l'article 21 du CCP.

Pendant toute la durée d'exécution de la prestation, l'Inserm, le RA et la direction du CIRB, se réserve le droit de récuser, pour des raisons motivées, les personnels mis à la disposition de l'Inserm par le Titulaire.

Le titulaire devra envoyer chaque vendredi la liste des agents, par zone et par jour, présents sur site la semaine suivante

9.2 Prérogatives et obligations générales du Titulaire à l'égard de ses personnels

Le Titulaire conserve, à l'égard du personnel qu'il affecte à l'exécution des prestations objet du présent marché, la qualité d'employeur. Il assume l'ensemble des obligations qui en découlent et exerce toutes les prérogatives attachées à cette qualité, notamment le pouvoir hiérarchique, le pouvoir disciplinaire, l'octroi et la gestion des congés de toute nature, la surveillance médicale et la prise en charge des formations

nécessaires à la bonne exécution des prestations.

L'Inserm ne peut donner des ordres directement au personnel du Titulaire. Toute demande doit transiter par le correspondant permanent du Titulaire qui doit être présent auprès de la personne référente de la formation de recherche selon une périodicité définie dans le contrat.

Le Titulaire s'engage à faire observer par son personnel le règlement intérieur, ainsi que les règles d'hygiène, de sécurité et de confidentialité en vigueur au sein de la formation de recherche dans laquelle les prestations trouvent à s'exécuter.

9.3 Remplacement des personnels

Le Titulaire décrit dans son offre le nombre de personnels qu'il se propose de mettre à la disposition de l'Inserm pour mener à bien les prestations objet du présent marché. Ce personnel demeure à effectif constant, à charge pour le Titulaire de pourvoir au remplacement des absents.

En cas de remplacement d'un ou plusieurs personnels dont le profil est mentionné dans sa réponse, le Titulaire en avertit l'Inserm, le RA et la direction du CIRB au moins trois (3) semaines à l'avance par tout moyen lui permettant de s'assurer de la bonne réception de cette information par la personne responsable de l'exécution du marché au sein de l'Inserm. Le Titulaire présente alors le ou les profils des nouveaux intervenants pressentis. En cas d'urgence (remplacement dû à une absence imprévisible), ce délai est réduit à 48H.

Quels que soient le motif et la partie à l'initiative du remplacement, le personnel remplaçant dispose d'un niveau de qualification au moins équivalent à celui du personnel intervenant habituellement.

Le remplaçant proposé est considéré comme accepté si l'Inserm, le RA ou la direction du CIRB, ne le récuse pas, de façon motivée, dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la réception de la communication mentionnée au deuxième alinéa du présent paragraphe. Ce délai de réponse est ramené à 48h ouvrables en cas d'urgence.

En cas de récusation, le Titulaire dispose à nouveau de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le RA.

Le remplacement d'un personnel par un autre fait l'objet d'une période de recouvrement suffisante pour permettre d'assurer un transfert effectif de connaissances. Cette période de recouvrement est à la charge du Titulaire ; elle n'occasionne aucun coût pour l'Inserm.

Le remplacement de personnel ne modifie pas les échéances prévues par le présent marché, ainsi que la date de référence servant au calcul des pénalités.

9.4 Effectif

Le Titulaire s'engage à fournir un personnel suffisant en nombre, qualifié et compétent pour les activités qui lui sont confiées, selon l'exigence du CIRB et la réglementation en vigueur pour la gestion des animaleries du CIRB. Toutes les dispositions devront être prises pour assurer une continuité de service.

L'effectif des personnels, adaptés au poste et mis à disposition, sera calculé pour faire face aux variations éventuelles du nombre d'animaux, liés aux besoins expérimentaux et aux fluctuations du nombre d'équipes d'utilisateurs.

La prestation demandée étant une prestation de service, le Titulaire est tenu à une obligation de résultats. Néanmoins le Titulaire aura détaillé dans son offre sa politique de gestion des absences au sein de l'équipe, soit par des remplacements au sein de l'équipe affectée sur le site, ou par des personnels extérieurs au site.

9.5 Respect des dispositions légales et réglementaires

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, le non-respect des obligations de l'article 9.1 et de celles rappelées ci-dessous entraîne, de plein droit et sans que le Titulaire puisse prétendre au versement d'indemnité, la résiliation du présent marché.

9.6 Sous-traitance

La sous-traitance ne peut être exécutée que conformément aux dispositions de la loi n°75- 1334 du 31 décembre 1975 modifiée, rappelées à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

9.7 Respect des dispositions du code du travail

Les dispositions de l'article 6 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 10 - HYGIENE ET SECURITE

10.1 Organigramme

Un organigramme détaillé des intervenants mis en place par le Titulaire sur site, sera établi et tenu à jour par le Titulaire.

10.2 Plan de prévention

Le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire établiront un Plan de prévention, conformément aux articles R-4512-6 et suivants du Code du Travail (décret du 7 mars 2008).

Le plan inclura au minimum les mesures de prévention suivantes :

- les risques liés au travail isolé ;
- la définition des phases d'activités dangereuses ;
- les moyens de prévention correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs ;
- le maintien des équipements et outillages en conformité aux exigences de sécurité ;
- les instructions à donner aux salariés ;
- l'organisation pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;
- les interférences pouvant exister entre salariés d'une entreprise et les travaux réalisés par une autre.

Le Titulaire présente au CIRB, avant le début d'exécution des prestations, le projet de mesures de prévention qu'il s'engage à prendre et qui complétant le plan de prévention établi par le CIRB et le Collège de France. Après concertations et visite contradictoire du lieu de travail, le plan est soumis aux différentes instances concernées, internes et externes.

10.3 Sécurité

Le CIRB communique au Titulaire toutes les procédures d'accès aux locaux et aux installations nécessaires à la réalisation des prestations.

Le Titulaire veille à ce que tous les éléments concernant le CIRB bénéficient de conditions de sécurité et de confidentialité suffisantes. un check list de sécurité sera à remplir par le personnel du titulaire dès son arrivée sur le site.

Le personnel du Titulaire ainsi que ses sous-traitants éventuels se conforment également à respecter les obligations d'hygiène et de sécurité applicables dans les locaux du Collège de France. Une formation dans ce domaine (secouriste au travail) du personnel déployé par le Titulaire serait fortement appréciée.

ARTICLE 11 - AVANCE

Il est fait application de l'option B au titre de l'article 11.1 relatif à l'avance.

Conformément aux articles L.2191-2 et suivants ainsi que R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, sauf renonciation du Titulaire, une avance est accordée dès lors que le montant du bon de commande en question est supérieur à 50 000€ HT et que la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, 10% s'il s'agit d'une petite ou moyenne entreprise.

Le remboursement de l'avance s'effectue au regard des dispositions de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, seuls les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent se prévaloir de l'avance. Celle-ci est versée, sur demande du sous-traitant, dans les quarante-cinq (45) jours suivants la notification du marché.

Si la déclaration de sous-traitance intervient a posteriori de la notification du marché, le Titulaire doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE

Par dérogation à l'article 5 du CCAG – FCS, le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur (ci-après « les Parties » et individuellement « Partie ») qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents écrits ou imprimés, tous échantillons, modèles et/ou connaissances brevetables ou non, divulguées par une partie à l'autre Partie au titre du marché ou dont une Partie a connaissance à l'occasion des contacts avec l'autre Partie ou lors de la visite dans les locaux de l'autre Partie, ainsi que les savoir-faire et les Résultats, ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du Pouvoir adjudicateur (ci-après « Informations Confidentielles »), sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. A ce titre, les Parties assurent le même degré de protection que celui qu'elles consacrent à leurs Informations Confidentielles respectives. Si malgré les précautions et mesures de protection, des Informations Confidentielles devaient disparaître ou être divulguées, la Partie ayant constaté cet état de fait en avertit immédiatement l'autre Partie.

Chacune des Parties, dans la limite de ses droits, transmettra à l'autre Partie les seules Informations Confidentielles jugées nécessaires à la poursuite des objectifs décrits dans le marché. Cette divulgation ne peut être considérée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie qui les reçoit un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur ces Informations Confidentielles, sauf dispositions contraires et expresse prévues dans le Marché.

Aucune disposition du marché ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des Informations Confidentielles à une autre Partie, en dehors de celles qui sont nécessaires à l'exécution du marché. Le Pouvoir adjudicateur est expressément autorisé à transmettre à ses Affiliés et, le cas échéant, aux personnes morales auxquelles elles ont confié l'exercice de certaines de leurs activités, des Informations Confidentielles afin de permettre à ses dernières d'accomplir leurs missions et notamment afin de permettre l'exploitation des Résultats. Une telle transmission ne constitue pas une violation de son obligation de confidentialité.

Le Titulaire est expressément autorisé à transmettre à ses sous-traitants, tels que visés à l'article 3.6 du CCAG-FCS, des Informations Confidentielles appartenant au Pouvoir adjudicateur afin de permettre à ceux-ci d'accomplir leurs missions. Une telle transmission ne constitue pas une violation de son obligation de confidentialité sous réserve que le titulaire du marché, dans les contrats qu'il conclut avec les sous-traitants, intègre les stipulations nécessaires et suffisantes afin, non limitativement, d'imposer une clause de confidentialité au moins aussi contraignante à ses sous-traitants. L'acceptation du sous-traitant par le Pouvoir adjudicateur ou la communication par le Titulaire du contrat de sous-traitance au Pouvoir adjudicateur en application de l'article 3.6 du CCAG-FCS n'a pas pour effet d'exonérer le Titulaire des obligations qui s'imposent à lui et à ses sous-traitants en matière de confidentialité. Le silence gardé par le Pouvoir adjudicateur suite à la transmission d'un contrat de sous-traitance qui ne contiendrait pas ces stipulations ne vaut pas renonciation par le Pouvoir adjudicateur à ses droits sur les informations confidentielles, ni à la possibilité de rechercher la responsabilité du titulaire du marché en raison de l'inexécution contractuelle.

Chaque Partie se porte fort du respect par son personnel et/ou par toute personne attachée à son service à quelque titre que ce soit, du caractère confidentiel des informations reçues de l'autre Partie.

Chaque Partie s'engage notamment :

- à ne fournir les informations Confidentielles, reçues de l'autre Partie, qu'aux membres de son personnel permanent ayant besoin d'avoir accès à ces Informations Confidentielles dans le cadre de l'exécution du marché,
- à prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter que ces personnes ne divulguent à des tiers tout ou partie des Informations Confidentielles reçues de l'autre Partie.
- ne soit pas utilisée, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui défini dans le marché, sans le consentement préalable et écrit de la Partie titulaire des droits sur cette Information confidentielle ;
- ne soit ni copiée, ni reproduite, ni dupliquée totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été spécifiquement autorisées par écrit par la Partie titulaire des droits sur cette Information.

Le non-respect par l'une des Parties de l'obligation de confidentialité telle que décrite dans le présent article entraînera la mise en jeu de sa responsabilité contractuelle vis-vis de la Partie titulaire des droits sur l'Information Confidentielle divulguée.

Sur demande écrite de la Partie titulaire des droits sur l'Information Confidentielle, l'autre Partie s'engage à lui restituer ou à détruire dans les plus brefs délais tous les documents dont elles disposent relatifs à ladite Information Confidentielle et à cesser dès réception de la demande toute utilisation de ladite Information Confidentielle. Ce droit ne saurait limiter les droits que le Pouvoir adjudicateur détient ou viendrait à détenir sur les Résultats.

Nonobstant les articles précédents, la Partie Réceptrice n'a aucune obligation et n'est soumise à aucune restriction eu égard à toutes Informations qui :

- Ont été divulguées au public ou sont généralement accessibles au public ultérieurement à leur réception par la Partie réceptrice, en l'absence de toute faute de sa part, ou

- Ont été reçues d'un tiers de manière licite sans aucune restriction et en l'absence de toute violation du présent accord, ou
- Ont été divulguées après autorisation écrite de la Partie dont elles émanent, ou
- Etaient déjà en possession de la Partie qui les reçoit, auquel cas cette dernière devra en apporter la preuve.
- Ont été développées par la Partie qui a reçu l'Information et ce indépendamment des Informations reçues.
- Ont été divulguées en application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou par l'application d'une décision de justice définitive.

L'obligation de confidentialité reste en vigueur pendant toute la durée légale de protection des droits d'auteurs nonobstant la résiliation l'expiration du marché.

ARTICLE 13 – REPARATION DES DOMMAGES

Par dérogation à l'article 8.1 du CCAG-FCS, les dommages matériels causés au personnel ou aux biens du Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages matériels causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le Pouvoir Adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Les autres dispositions de l'article 8 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 14 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les dispositions de l'article 7 du CCAG -FCS s'appliquent.

Le Titulaire veille à produire, à la demande du Pouvoir adjudicateur, tout document permettant de tracer la gestion des déchets issus de l'exécution des prestations ainsi que les mesures prises dans le cadre de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le Titulaire a quinze (15) jours calendaires, à compter de la demande du Pouvoir Adjudicateur, pour produire ces documents.

ARTICLE 15 – PRIX

15.1 Fixation du prix

Les prix HT unitaires des services objets du présent marché sont fixés par l'annexe financière joint à l'acte d'engagement.

Au prix HT s'appliquera la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon le taux en vigueur au jour de la facturation. Le prix du marché est réputé comprendre toutes sujétions (salaires, heures supplémentaires, majoration pour intervention les jours fériés et de nuit, prime de panier et d'habillement, matériel, charges sociales et fiscales, frais généraux, bénéfices...) nécessaires à la réalisation complète des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations sans que la liste en soit exhaustive.

15.2 Evolution du prix

Les prix sont réputés fermes et sont non actualisables.

Les prix sont révisables, à chaque date anniversaire de la notification du marché, dans la limite d'une variation de 3 % par rapport au prix initial du marché.

Afin que ces révisions de prix soient acceptées par le pouvoir adjudicateur, il revient au Titulaire de les envoyer un (1) mois avant la date d'anniversaire à l'adresse suivante : achat.dr-paris6@inserm.fr

15.3 Taxes

La T.V.A applicable est celle en vigueur à la date d'émission de la facture mensuelle.

ARTICLE 16 - CONDITIONS D'EXECUTION

Le Titulaire est tenu de notifier à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives tout changement de situation juridique, bancaire ou postale.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa des instances de contrôle.

ARTICLE 17 - PENALITES

Les dispositions de l'article 14 du CCAG – FCS s'appliquent.

Dans le cas où le Titulaire ne fournirait pas les documents de traçabilité demandés dans le cadre de l'application de l'article 14 du présent CCP, celui-ci encourt une pénalité de 100€ par manquement constaté.

ARTICLE 18 - MODALITES DE PAIEMENT

Les dispositions de l'article 11 du CCAG – FCS s'appliquent.

Toute prestation facturable entrant dans le cadre du présent marché est précédée, suivant le type de prestation, de l'envoi d'un bon de commande.

La transmission des factures doit être effectuée sous forme dématérialisée via le portail Chorus qui est accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures doivent obligatoirement indiquer les informations figurant sur le bon de commande :

INFORMATIONS A INDIQUER SUR LES FACTURES
<i>Le numéro d'engagement à 10 chiffres.</i>
<i>Le numéro SIRET : 18003604802391</i>
<i>Le code du service : DU1050</i>

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la Délégation régionale Paris-IDF Centre-Est de l'INSERM.

ADRESSE
INSERM - Délégation régionale Paris-IDF Centre-Est Biopark – Bâtiment A 8 rue de la Croix-Jarry 75013 Paris

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai.

Le paiement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire, dont le relevé figure à l'acte d'engagement.

Il s'agit d'une facturation effectuée mensuellement après service fait et à terme échu, conformément à la réglementation de la comptabilité publique. Le mode de règlement est le virement. Le paiement sera effectué en euros.

Le Titulaire doit joindre au présent marché un relevé d'identité bancaire.

Outre les mentions légales, les indications suivantes devront y figurer **IMPERATIVEMENT** :

- La référence du présent marché.
- Le nom et l'adresse du Titulaire
- Le numéro du bon de commande correspondant
- Les dates de la période de facturation concernée
- Le montant en Euros H.T. des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la T.V.A. (taux en vigueur à la date de facturation)
- Le montant en Euros T.T.C. des prestations exécutées
- Le numéro de SIRET du Titulaire
- Le numéro de T.V.A. Intracommunautaire du Titulaire
- Les références bancaires ou postales du Titulaire figurant dans l'acte d'engagement.

Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.

ARTICLE 19 - RESPONSABILITE CIVILE

Le Titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

L'assurance du Titulaire doit garantir la responsabilité civile d'exploitation et professionnelle, couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du Titulaire, de façon à faire bénéficier l'Inserm, dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du Titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le Titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'Inserm, une attestation de la police d'Assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

ARTICLE 20 - DIFFERENDS – LITIGES

Dans tous les cas, les différends qui pourraient naître à l’occasion de l’interprétation ou de l’exécution de ce contrat feront l’objet d’un règlement amiable préalable selon les modalités suivantes :

Dès qu’un désaccord persistant est constaté par l’une des parties et porté à la connaissance de l’autre, les parties s’engagent à faire appel au comité consultatif de règlement amiable des litiges, conformément à l’article 37 du CCAG-FCS, afin de trouver une solution amiable dans un délai de 3 mois.

A défaut d’accord sur les propositions de ce comité dans le délai imparti, le litige sera confié au Tribunal Administratif de Paris qui est seul compétent.

ARTICLE 21 - RESILIATION

Lorsque l’exécution des prestations, objet du présent marché, ne s’effectue pas telle que stipulée dans les pièces constitutives du marché, l’Inserm peut alors résilier le présent marché aux torts du Titulaire dans les conditions mentionnées à l’article 38 du CCAG-FCS, sans préjudice de l’application des pénalités définies dans le présent document.

Selon les cas énumérés à l’article 41.1 du CCAG-FCS, une mise en demeure doit précéder la résiliation aux torts du Titulaire, et prendre la forme d’une notification de l’Inserm au Titulaire. La résiliation est prononcée si le Titulaire n’a pas effectué les prestations demandées dans le délai d’exécution fixé par le Pouvoir Adjudicateur, à compter de la réception de ladite mise en demeure, conformément à l’article 41.2 du CCAG-FCS.

Toutefois par dérogation à l’article 41.2 du CCAG-FCS, l’Inserm se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate si l’une des conditions suivantes est remplie :

- quand le Titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements,
- quand le Titulaire a commis des actes frauduleux au cours de l’exécution du marché,
- quand le Titulaire a été exclu des commandes publiques postérieurement à la conclusion du marché,
- quand le montant des réfections ou des pénalités appliquées aux prestations rendues par le Titulaire pour une période donnée atteint ou dépasse le montant de la rémunération des dites prestations pour la même période.

ARTICLE 22 - DEROGATIONS

Articles du CCAG-FCS	Articles du CCP
4. Pièces contractuelles	3. Pièces contractuelles du marché
5. Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité	12. Confidentialité
8. Réparation des dommages	13. Réparation des dommages
10. Prix	15.2. Evolution du prix
41. Résiliation pour faute du Titulaire	21. Résiliation